

Article L1255-3 du Code du travail

Date de mise à jour : 27 Février 2023

Notre analyse

Le fait pour l'entreprise utilisatrice de conclure un contrat de mise à disposition ayant pour effet de pourvoir durablement un emploi lié à l'activité normale de l'entreprise est puni d'une amende de 7 500 euros. La récidive est punie d'un emprisonnement de six mois et d'une amende de 7 500 euros.

Article L1255-3 du Code du travail

Le fait pour l'utilisateur de conclure un contrat de mise à disposition ayant pour objet ou pour effet de pourvoir durablement un emploi lié à l'activité normale et permanente de l'entreprise, en méconnaissance de l'article L. 1251-5, est puni d'une amende de 3 750 euros.

La récidive est punie d'un emprisonnement de six mois et d'une amende de 7 500 euros.

Des outils utiles à la mise en oeuvre



Recours au travail temporaire pour accroissement temporaire d'activité

[Cliquez ici pour accéder à cet outil](#)



Quelle est la différence entre un contrat de sous-traitance et un contrat de prestation de service ?

[Cliquez ici pour accéder à cet outil](#)